



L'UNION PAYSANNE vous informe sur... la crise du revenu et la disparition de notre agriculture

Saviez-vous que ?

C'est l'Union paysanne qui, devant la crise agricole généralisée, a initié les pressions afin d'obtenir une réflexion générale sur le modèle agricole québécois. Le gouvernement a répondu à la demande par la tenue de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec en 2007.

☀️ **Dès 1950**, afin de soi-disant rattraper l'industrialisation des fermes ontariennes, la commission Héon est claire : il y a 100 000 fermes de trop (sur les 140 000 à l'époque)! 40 000 fermes de grande taille et modernes seront bien suffisantes. Pour y arriver, elle propose de hausser les normes de toutes sortes et les contrôles à la ferme afin de décourager les fermiers aux pratiques traditionnelles qui finiront par disparaître. Le résultat est frappant : **il ne reste plus que 26 000 fermes au Québec en 2010.**

☀️ **À partir des années 70**, la gestion de l'offre fait son apparition, accélère la standardisation de l'agriculture et est lentement détournée de ses objectifs initiaux.

☀️ **Années 90**, la globalisation des marchés prend de la force. On voit s'amorcer les négociations du GATT et de l'ALENA qui viendront gruger la souveraineté alimentaire des nations. Malgré les risques, l'UPA, nos gouvernements et l'industrie s'engagent résolument dans une orientation industrielle de l'agriculture avec comme fer de lance de ce modèle le secteur porcin.

Pour y arriver, le gouvernement acceptera d'allonger les centaines de millions de dollars réclamés par l'UPA, ne laissant rien au passage pour les petites fermes qui continueront de décliner à un rythme alarmant. En aucun cas, la population qui paye la facture ne sera tenue au courant.

☀️ **Début des années 2000**, le secteur porcin est en crise et les effets environnementaux de l'agriculture industrielle se multiplient. Pendant ce temps, l'UPA continue à demander plus d'argent au gouvernement pour soutenir le même modèle.

☀️ **Aujourd'hui**, la crise agricole est généralisée : absence de relèvement, disparition accrue des fermes, endettement à la hausse et revenus à la baisse. L'UPA se retrouve désormais au banc des accusés pour avoir littéralement livré nos fermes en pâture à la mondialisation sauvage et pour n'avoir pas su proposer des alternatives.

Un exemple concret de la crise du revenu

Jean et Madeleine, éleveurs de bovins, ont vu leurs revenus fondre et leurs dettes augmenter. Maintenant rendus à l'étape de transmettre leur ferme à leur fille, c'est devenu impossible; ils ont dû démanteler la ferme et vendre les équipements à l'encan.

Photos : ©Nuance Photo



UNION PAYSANNE
L'Alliance de la Terre et de la Table

Propositions afin de... relever notre agriculture

En quoi êtes-vous concerné?

Vous voulez :

- des fermes familiales nombreuses et autonomes;
- favoriser la relève agricole;
- des aliments frais, sains, diversifiés, de proximité;
- plus de démocratie pour les agriculteurs?

Vous ne voulez pas :

- de fermes usines;
- de produits uniformisés;
- de zones agricoles sans agriculteurs;
- d'OGM, d'aliments irradiés et d'antibiotiques dans votre assiette?

Vous avez donc un intérêt dans le succès de l'Union paysanne!

Aidez-nous à réaliser le pluralisme syndical et la représentation des paysans.

Devenez membre! ■■■■■▶



UNION PAYSANNE
L'Alliance de la Terre et de la Table

Le pluralisme syndical

est essentiel, il faut que le Québec rejoigne les rangs des nations démocratiques en permettant aux fermiers de choisir ceux qui les représenteront.

Réorienter les subventions

vers la majorité des fermes du Québec qui en sont privées pour l'instant puisque l'argent est accaparé par un petit groupe d'intégrateurs et de gros producteurs. Que voulons-nous, 100 grosses fermes ou des milliers de plus petites? Il faut également cesser de soutenir les unités produites pour aller vers un soutien global de la ferme.

L'agriculture a une vocation sociale

et en ce sens l'État doit en être le premier gestionnaire et non les syndicats. Le Québec doit le plus rapidement possible se doter d'une politique agricole qui orientera toute l'agriculture.

Reconnaître que notre agriculture a 3 fonctions déterminantes

et que tous les programmes en agriculture doivent s'y subordonner :

- ☀ L'approvisionnement de la population en quantité et en qualité. (Fonction vivrière)
- ☀ La protection des ressources. (Fonction agroenvironnementale)
- ☀ L'occupation décentralisée du territoire. (Fonction socioterritoriale)

Permettre la multifonctionnalité

des usages sur les terres agricoles en lien avec les besoins de protection du territoire.

Redéfinir la gestion de l'offre

afin qu'elle agisse comme un acteur social et non comme une entreprise privée. Pour ce faire, il est nécessaire que le gouvernement, les agriculteurs, les acheteurs et la société civile se retrouvent autour d'une même table.

Il faut que la disparition d'une seule ferme devienne intolérable pour notre gouvernement, pour la population et pour nos institutions. À moyen terme, il faut renverser la tendance et augmenter le nombre de fermes au Québec.

WWW.UNIONPAYSANNE.COM

C.P. 515, succ. Bureau-chef, Saint-Hyacinthe (Qc) J2S 7B8
Tél : 450.230.5046 Courriel : paysanne@unionpaysanne.com

Pour le droit de produire et de manger autrement!